

Zeitschrift: Traverse : Zeitschrift für Geschichte = Revue d'histoire
Herausgeber: [s.n.]
Band: 20 (2013)
Heft: 2: Sozialer Frieden : transnational = Les chantiers transnationaux de la paix sociale

Artikel: L'enjeu transnational dans la construction d'un chantier réformateur local : la Fondation Rockefeller en Roumanie (1920-1940)
Autor: Plosceanu, Emilia
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-391082>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 07.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

L'enjeu transnational dans la construction d'un chantier réformateur local

La Fondation Rockefeller en Roumanie (1920–1940)

Emilia Plosceanu

L'espace réformateur qui se configure en Roumanie après la Première Guerre mondiale construit son répertoire d'objets et d'objectifs en référence à des modèles empruntés par différentes voies de transfert à d'autres chantiers réformateurs tenus pour exemplaires.¹ Cette référence se présente d'abord à travers la rhétorique du rattrapage de la civilisation occidentale, rhétorique dont le ton d'urgence traduit des représentations à la fois fascinées et complexées au sujet des écarts qui séparent la société roumaine agraire des acquis des sociétés industrialisées. Fruit d'acculturations savantes, portée par une génération éduquée dans les universités cosmopolites des «capitales culturelles» au temps de l'«Internationale scientifique»,² cette référence continue d'être alimentée après la Grande Guerre, à l'occasion des liens noués avec les premiers organismes transnationaux agissant comme instances de normalisation et de diffusion en matière de gestion sociale. C'est de l'interrogation de ce constat et de la découverte des archives de la Fondation Rockefeller (FR) concernant son intervention en Roumanie,³ qu'est née l'hypothèse avancée dans cet article selon laquelle la dimension transnationale intervient dans la construction du chantier réformateur roumain, non seulement en tant que référence discursive, mais d'une manière immédiate sur le mode de l'interaction.

Saisi sous cet angle, le problème du transfert de savoirs et savoir-faire sur le social se pose désormais de deux manières pour les réformateurs roumains. Premièrement, dans l'ordre de l'action, il concerne la dynamique de la circulation, la construction des réseaux d'alliances, les réceptions, les appropriations et les investissements. Mais il concerne simultanément la logique de la justification que les acteurs fournissent de leurs propres actes en se servant de l'argument transnational dans l'objectif d'asseoir leur légitimité locale et préserver une part d'autonomie envers le monde politique.⁴ Ces différents aspects de l'enjeu transnational seront analysés sous l'angle des temporalités qui scandent le processus de constitution du chantier réformateur roumain après 1918.

Dans un premier temps, il s'agit de rappeler brièvement l'émergence de la réforme sociale en Roumanie en insistant sur la conjoncture de la Première

Guerre mondiale marquée par la convergence des circonstances de recomposition des enjeux politiques à l'échelle nationale et à l'échelle internationale. Dans un deuxième temps, c'est l'interaction entre les réformateurs roumains et la FR qui permettra d'approfondir la problématique de l'enjeu transnational en répertoriant les modalités du transfert des objets de la réforme sociale de l'espace global vers l'espace local. Le dernier point sera consacré à une lecture de ce que je propose d'appeler la *politique de la comparaison* à partir de l'observation croisée de la trajectoire des principaux organisateurs locaux et de l'emprise des conjonctures politiques jusqu'à la désagrégation du collectif de réformateurs roumains entre 1940–1947. Seront exploitées prioritairement ici les archives de la FR concernant son activité en Roumanie entre 1922–1939, mais les références à des fonds de documents et des publications en provenance des collections roumaines ne manqueront pas. Il s'agit de deux corpus qui, outre leur complémentarité, permettent de confronter effectivement deux points de vue et de prendre la mesure des deux contextes étudiés. Une correspondance s'instaure ainsi entre les différents niveaux de l'analyse. La problématique énoncée autour de l'élément transnational se justifie en effet empiriquement par ce travail de croisement entre des documents relatifs à des acteurs nationaux et des documents en provenance d'un acteur international.

La conjoncture de la Première Guerre mondiale et l'émergence des réformateurs sociaux en Roumanie

Le redressement social et l'équilibre diplomatique sont les mots d'ordre qui s'imposent aux dirigeants européens en 1918. L'expérience de la guerre débouche, d'une part, sur un redécoupage territorial selon le principe de nationalité et, d'autre part, sur une injonction à la démocratisation de la vie politique traduite par la généralisation de l'octroi du suffrage universel masculin, plus rarement féminin. A travers les traités de paix de 1919, on assiste à la création de la Société des Nations (SDN) et de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) qui marquent l'institutionnalisation et la normalisation à l'échelle globale de l'arbitrage politique en même temps que de la protection sociale. Si l'on peut dire que les Etats européens se démocratisent en même temps qu'ils se nationalisent, cette observation vaut d'autant plus pour les jeunes Etats comme la Roumanie, où la guerre favorise en même temps l'unification politique et les réformes démocratiques.⁵

Cette conjoncture, en bouleversant d'anciens repères politiques, encourage l'affirmation des réformateurs sociaux, universitaires et hauts fonctionnaires prêts à s'engager activement dans la réorganisation de l'Etat tout en affirmant

une posture à l'écart du combat politique. Pour eux, l'unification nationale et les réformes démocratiques ne doivent pas être de simples articles de lois, mais des lois «vivantes» articulées sur la «réalité sociale», et constituent l'occasion d'ouvrir en profondeur le chantier de la «civilisation» en Roumanie. Faire fusionner le «pays réel» et le «pays légal», c'est le mot d'ordre qu'embrassent ces «spécialistes», comme ils s'identifient eux-mêmes. Réunis autour de Dimitrie Gusti (1880–1955)⁶ au sein d'une Association pour l'étude et la réforme sociale, ultérieurement connue sous le nom d'Institut Social Roumain (ISR),⁷ ils se donnent pour premier objectif de guider les législateurs dans l'unification administrative en produisant un savoir vrai sur la réalité sociale et font de la moralisation du monde politique et de l'éducation des masses une mission et une vocation. Vite reconnus comme des intermédiaires avertis entre les dirigeants politiques et la population, ces spécialistes parviennent, au cours des années 1920, à extraire du registre politique les questions construites auparavant à partir des catégories sociologiques en toute logique de la domination/exclusion politique (les paysans, les juifs, les femmes) et à les déplacer dans un registre savant échafaudé sous la forme de «problèmes sociaux». Ces problèmes seront énoncés autour d'une série de thèmes qui renvoient à des disciplines académiques émergentes et que l'on retrouve dans les intitulés des sections de l'ISR,⁸ dans les études et dossiers documentaires de la revue *Archives pour la science et la réforme sociale* et dans les volumes collectifs reproduisant les conférences annuelles de l'ISR.⁹

Jusqu'à la veille de la Deuxième Guerre mondiale, l'ISR constitue le lieu de coordination, diffusion et mise en débat des idées et pratiques autour desquelles se configure l'espace de la réforme sociale. Son projet est initié par Dimitrie Gusti, qui prend pour modèle une série d'institutions à travers le monde dont l'Institut Solvay de Bruxelles représente la référence de départ.¹⁰ La série de modèles est constamment enrichie de nouveaux éléments au fur et à mesure que l'ISR construit son réseau international, en pratiquant notamment la politique des invités et membres d'honneur qui portent avec prestige la double casquette du savant et du politique.¹¹ Ces personnalités internationales agissent, pour les réformateurs roumains, comme un vecteur de légitimation devant les hommes politiques au pouvoir dont les plus influents restent, tout au long des années 1920, les membres du Parti libéral, vus comme les représentants du vieil ordre et ne favorisant guère la version savante internationaliste de la réforme sociale prônée par l'ISR. Sans s'opposer directement à l'agenda de la politique libérale, les réformateurs roumains développent un argument fort autour de la nécessité pour la Roumanie de tenir le pas avec les autres Etats d'Europe dont il faut prendre exemple tout en s'en distinguant culturellement. Sous la direction de Dimitrie Gusti, ils parviennent à associer à l'ISR une diversité d'acteurs publics et privés

susceptibles de détenir les ressources cognitives et matérielles qu'il s'agit de convertir en instruments de réforme sociale.

Alors que l'ISR devient le lieu où les différentes fractions de la classe dominante peuvent se réunir et débattre afin de trouver les formes d'organisation sociale appropriées au contexte roumain, le problème sanitaire parvient à faire consensus et fédérer ce collectif au-delà des clivages dont il est traversé, gagnant progressivement les faveurs des principaux dirigeants de l'Etat. Les différentes perspectives suggèrent que c'est aux instances internationales de veille sanitaire mises en place durant la guerre que revient le rôle de catalyseur de ce consensus. En effet, les alliances militaires qui mettent en contact les armées des différents pays, d'une part, les alliances sanitaires dictées par le déplacement des fronts, d'autre part, ont la vertu d'attirer l'attention sur la nécessité d'entamer une campagne anti-épidémique aux frontières orientales de l'Europe, en préconisant l'instauration d'un «cordon sanitaire» aux bouches du Danube.¹² Arrivées en Roumanie par l'intermédiaire de la Croix-Rouge Internationale et de la Commission Hoover, ces missions sanitaires et leurs relais locaux interviennent auprès des autorités roumaines en les exhortant à réorganiser de toute urgence le système sanitaire.¹³ En conséquence de ces appels, la création, en 1920, du Ministère du travail et des protections sociales signale une conjonction entre l'initiative de l'Etat et efforts privés.¹⁴ Ce Ministère est conçu comme un dispositif centralisateur au sein duquel la Direction de l'assistance sociale concentre les aspects pratiques du projet en s'appuyant sur un Comité central largement composé des représentants des sociétés de bienfaisance, ces dernières étant investies en priorité par des femmes de la haute société qui les utilisent comme moyen d'affirmation politique.¹⁵ C'est par le biais de la Ligue des Sociétés de Croix-Rouge Internationale, qui intervient dans le débat autour de l'organisation de l'assistance sociale, que la FR entre en scène en Roumanie.¹⁶

La Fondation Rockefeller: paradigme du modèle occidental et point d'appui pour les réformateurs roumains (1922–1939)

La FR, qui fait de la campagne sanitaire sa mission humanitaire, agit comme un trait d'union entre différents contextes réformateurs nationaux tout au long de l'entre-deux-guerres.¹⁷ L'expérience de son intervention initiale auprès du Comité français contre la tuberculose¹⁸ et pour assister les pays alliés par l'intermédiaire du Comité International de la Croix-Rouge et de la Young Men Christian Association¹⁹ engendre un projet de consolidation de la santé publique à travers l'Europe. C'est depuis son bureau européen installé à Paris que la FR s'investit dans l'organisation sanitaire des pays de l'Est.²⁰

Précédée par une série de négociations qui se poursuivent au cours de la décennie 1920–1930, l'intervention de la FR en Roumanie donne l'occasion à de nombreux échanges et à plusieurs enquêtes sur place, dont la première est effectuée par Elisabeth Crowell, en charge du bilan sur la situation du *nursing* en Europe.²¹ Arrivée en Roumanie en 1922, Elisabeth Crowell participe en invitée d'honneur à un conseil du Comité de l'assistance organisé au palais royal sous la tutelle de la reine Marie. En dépit de l'espoir suscité au sein de ce Comité par les déléguées de la Croix-Rouge Internationale de voir la FR s'investir dans la construction d'une école d'infirmières à Bucarest, dans son rapport d'enquête, Elisabeth Crowell juge la situation sanitaire locale désastreuse, tout en argumentant ses réserves par la situation politique instable qui empêche l'engagement dans un projet de «développement constructif». Cette expression, qui revient fréquemment dans les *diaries*, *surveys* et *memoranda* échangés par le personnel de la FR, renvoie à la continuité d'un projet conditionnée par l'engagement de l'Etat où il s'agit d'intervenir pour assurer progressivement les dépenses, après une première étape durant laquelle la FR s'en charge entièrement. Si l'enjeu d'un tel accord est la professionnalisation et l'institutionnalisation des pratiques d'intervention développées avec l'assistance technique et matérielle de la FR, il se base sur un principe de distribution rationnelle de l'aide consistant à intervenir auprès de qui est capable de s'aider soi-même. Ce n'est qu'à partir de 1930 et l'arrivée au pouvoir d'un parti réformiste (le Parti paysan), et après avoir réalisé plusieurs enquêtes et formé ses propres collaborateurs locaux, que la FR se lance dans des projets de «développement constructif» en Roumanie.²² L'analyse de l'interaction entre les réformateurs roumains et la FR permet de distinguer trois modalités du transfert: *la circulation, l'alliance et l'exemple*.

La circulation: le réseau des «fellows» (1924–1940)

Par la distribution d'une série de bourses, dont le total s'élève à 105 sur l'intervalle 1924–1940 (tab. 1), on assiste à l'insertion progressive des réformateurs roumains dans le réseau d'échanges transnational et transatlantique structuré autour de la FR.²³ Passeurs ou véhicules de transfert portant sur les savoirs et les pratiques diffusées via la FR, les titulaires de ces bourses, identifiés comme *fellows*, sont majoritairement des jeunes scientifiques au début de leur carrière professionnelle, en possession d'un diplôme universitaire et qui jouissent de l'appui d'une autorité académique locale garantissant leur encadrement institutionnel au retour du séjour de spécialisation à l'étranger. Ce séjour dans des centres académiques nord-américains et européens est souvent prolongé, comme dans le cas de la santé publique, par une série de

visites dans les centres sanitaires mis en place avec le concours de la FR et érigés en modèles d'organisation locale.

En adéquation avec la dynamique des séjours, qui varient entre plusieurs mois et plusieurs années, la (géo)politique de l'attribution des bourses est gérée au sein des trois divisions de la FR en fonction du programme qui leur incombe. Plus le programme se rapproche de la recherche de laboratoire et des sciences exactes, plus les bourses attribuées à des Roumains sont rares, tout comme le sont les centres de spécialisation identifiés comme prestigieux en Europe et Amérique du Nord: l'*International Education Board*, qui soutient la recherche en mathématiques, physique, chimie et biologie, ne juge ni prioritaire ni utile à long terme d'investir au-delà de dix bourses pour la spécialisation de jeunes docteurs roumains. En revanche, plus le programme concerne le domaine médical, ou médico-social, plus l'investissement sur des candidats roumains se densifie: l'*International Health Division* encourage, à travers l'octroi de 78 bourses, une spécialisation ample qui va de l'épidémiologie et des sciences naturelles aux disciplines techniques appliquées (démographie, génie sanitaire, médecine industrielle, administration sanitaire), en passant par le *nursing*, exclusivement réservé aux femmes. La destination la plus fréquente pour les *fellows* de cette division est celle des Etats-Unis, tenus pour exemplaires en termes d'organisation sanitaire. Quant à l'investissement de la FR dans le développement des sciences sociales en Roumanie, il est à l'image de l'état local de ces sciences, à la fois dispersées et peu ou pas institutionnalisées, voire quasiment absentes: par l'intermédiaire de la division *Humanities and Social Sciences*, sont ainsi distribuées 17 bourses pour des formations en sociologie, économie, statistique, droit, agronomie, psychologie, sciences politiques et *social work*. Dans ce cas également, le séjour concerne majoritairement des institutions états-uniennes.

A ce point de cette analyse cartographique et prosopographique, rendue possible par l'observation de la circulation des Roumains dans le réseau Rockefeller, il convient de détailler la biographie du démographe Sabin Manuila. Considéré dans le milieu réformateur comme un véritable *Rockefeller man*, sa trajectoire professionnelle se confond effectivement avec l'ensemble des projets développés par la Fondation en Roumanie. Originaire de Transylvanie, Sabin Manuila (1894–1967) commence sa carrière après un doctorat de médecine obtenu à l'Université de Budapest en 1918. Engagé comme premier assistant à l'Institut d'Hygiène de Cluj, à son retour des Etats-Unis il est détaché à Bucarest et, en 1930, nommé directeur du Service statistique auprès du Ministère de la santé. En cette qualité, il organise et dirige l'Institut de Démographie et du Recensement, ultérieurement appelé Institut Central de Statistique. Tous les fonds investis par la FR entre 1930 et 1940 dans le développement de la démographie

Tab. 1: *Nombre de bourses accordées par la Fondation Rockefeller à des Roumains, 1924–1940*

Division	Bourses	Intervalle
<i>International Health Board</i>	78	1924–1940
<i>Humanities and Social Sciences</i>	17	1926–1939
<i>International Education Board</i>	10	1925–1929
Total	105	1924–1940

Sources: RAC, RF, Fellowship Cards, International Education Board, Romania; RF, Record Cards, Humanities and Social Sciences, Romania; RF, Fellowship Cards, International Health Division, Romania.

en Roumanie sont destinés à accompagner son travail. D'une part un total de 29'255 dollars lui est attribué pour la réorganisation du Bureau de statistique démographique de Bucarest, ainsi que pour couvrir les dépenses du personnel et de l'équipement technique durant la campagne du recensement général de la population en 1930.²⁴ D'autre part, pour son travail en tant qu'expert dans le groupe d'Etudes danubiennes mis en place auprès de l'Institut International pour la Coopération Intellectuelle et en collaboration avec l'ISR, Sabin Manuila obtient plusieurs subventions afin d'étudier sur le terrain le mouvement de la population dans le Sud-Est européen.²⁵ Statisticien-démographe, Sabin Manuila constitue à la fois le maillon qui unit, au niveau local, le domaine médical au domaine social, et le chaînon essentiel pour assurer, au niveau transnational, le lien entre les *fellows* roumains et les *officers* de la FR.

L'alliance: les projets de développement constructif (1930–1940)

Ayant formé une équipe de *fellows* stratégiquement placés à la tête des institutions-clé dans l'administration et l'enseignement sanitaire, avec Sabin Manuila comme intermédiaire indispensable, la FR est prête à entamer des projets plus amples en Roumanie qui seront conduits entre 1930 et 1940 à partir des universités de médecine des trois principaux centres urbains. A Cluj, le projet consiste en la construction d'une annexe pour la faculté de médecine, la subvention des laboratoire et des activités sur le terrain, la contribution au développement de l'école d'infirmières, ainsi que le financement et l'organisation d'un centre de démonstration sanitaire pour le contrôle de la population dans une zone rurale adjacente.²⁶ Un projet similaire est envisagé à Bucarest, où il s'agit, en plus, de

construire un institut de santé publique et une école d'infirmières, qui voient effectivement le jour peu avant la Deuxième Guerre mondiale.²⁷ Enfin, à Iasi, l'intervention de la FR s'articule sur deux campagnes pour la recherche comparée sur le paludisme et la fièvre jaune.²⁸

Si la santé publique est considérée comme le domaine le plus problématique, il n'est pas surprenant qu'elle soit aussi la plus investie (tab. 2), mais la FR n'ignore pas pour autant d'autres chantiers réformateurs. Le travail de Dimitrie Gusti jouit en effet d'une grande estime, les sept enquêtes monographiques dans les villages effectuées entre 1925 et 1932 au sein de l'ISR sont particulièrement appréciées, compte tenu du fait que la FR en finance la publication dans un volume spécial de la revue *Archives* qui regroupe plus de 1000 pages.²⁹ L'aspect conjoncturel joue ici un rôle important, et l'on observe comment, dans la deuxième partie des années 1930, de l'investissement dans l'éradication des maladies vers la consolidation de la paix internationale, le déplacement du centre de gravité de la philanthropie pratiquée par la FR infléchit le registre thématique de l'ISR et la trajectoire de ses membres. En effet, c'est avec son assistance que deux membres de l'ISR et proches collaborateurs de Dimitrie Gusti – l'économiste Virgil Madgearu et le sociologue George Vladescu-Racoasa – seront associés à ce projet en se constituant des spécialistes en problèmes balkaniques et danubiens au sein de l'Institut International pour la Coopération Intellectuelle.³⁰

Et si Dimitrie Gusti est invité plusieurs fois à tenir des conférences dans les universités américaines et à visiter sur le terrain les projets développés par la FR, notamment dans les régions agraires au sud des Etats-Unis. Son dernier voyage de 1946–1947 comporte néanmoins une forte charge symbolique.³¹ Ce voyage est organisé sous la forme d'un *lecture tour* dans quatre universités américaines prestigieuses, mais dans des circonstances politiques et scientifiques où la méthode monographique et la théorie de la nation – socle de la «sociologie roumaine» dont Gusti est déjà érigé en père fondateur – auront perdu leur vocation universaliste. Il marque en effet la fin d'une époque de coopération et indique la reconfiguration des rapports géopolitiques et interacadémiques, ainsi que celle des problématiques et thématiques réformistes à l'échelle internationale. Depuis 1940 déjà, avec le retrait de son dernier représentant sur place, la FR a interrompu son activité en Roumanie. On peut dire que l'alliance au nom d'un projet s'avère être plus difficile à construire et plus facile à défaire, alors que la circulation se présente, inversement, comme étant plus facile à faire et plus difficile à défaire.

Tab. 2: *Investissements financiers de la Fondation Rockefeller dans les projets de développement en Roumanie, 1923–1940*

Domaine	Subvention (en \$)	Intervalle
<i>Public Health</i>	146'420	1931–1940
<i>Nursing</i>	107'500	1929–1940
<i>Social Sciences</i>	52'200	1932–1940
<i>Demographics</i>	31'855	1930–1940
<i>Medical Sciences</i>	15'275	1923–1931
<i>Epidemics</i>	98'600	1931–1940
<i>Natural Sciences</i>	3'281	1930
Total	455'131	1923–1940

Sources: RAC, RF, RG 1.1 Projects, Series 783 Romania; RF, RG 6.1 Field Offices, Paris, Series 1.1 Prewar Correspondence, Romania.

L'exemple: la réception du modèle américain de «social work» à travers l'Ecole supérieure d'assistance sociale (1920–1944)

Sans être le fruit d'un projet de collaboration avec la FR, l'Ecole supérieure d'assistance sociale (ESAS) de Bucarest s'inscrit délibérément dans des objectifs et façons de faire qui correspondent à la politique d'assistance pratiquée au sein même de la FR. Institution créée sur une initiative locale, avec un personnel et des ressources locales, l'ESAS apparaît comme la rencontre entre un échec et une réussite: l'échec de l'Etat, entre 1920–1929, à transformer la «bienveillance traditionnelle» en «assistance moderne»; la réussite du collectif réformateur à percer dans des postes-clés de l'organisation étatique au moment du changement de l'orientation politique du pays après 1928.

L'ESAS est créée en 1929 à l'initiative de Veturia Manuila, épouse du démographe Sabin Manuila. Placée sous le haut patronage de la princesse Ileana, dont elle porte le nom, et sous la présidence d'honneur de Dimitrie Gusti, l'Ecole est rattachée au Ministère du travail, santé, et protections sociales, à l'ISR et à l'Association chrétienne des femmes roumaines. Lieu de professionnalisation, plutôt qu'institution d'enseignement au sens générique du terme, elle fonctionne avec un corps professoral de 10 à 20 enseignants recrutés parmi les membres et les collaborateurs de l'ISR. Ouverte aux jeunes filles possédant un baccalauréat ou un diplôme d'école normale, elle propose une formation supérieure théorique et pratique de trois ans et accorde, après un examen de fin d'études, un diplôme

d'Etat équivalent à la maîtrise universitaire. Les diplômées, «assistantes sociales», sont encadrées auprès du Ministère des protections sociales dont la réorganisation en 1930 favorise la création progressive de débouchés professionnels.³² Entre 1932–1944, l'Ecole produit 13 séries de diplômées correspondant à 100 assistantes sociales environ, qui sont employées au sein des institutions sanitaires (hôpitaux, asiles, orphelinats, et cetera), dans des entreprises de services publics (sociétés de téléphonie, de gaz et électricité, et cetera), auprès des instances juridiques (tribunaux, prisons) et, en premier lieu, dans les structures centrales, régionales et départementales du Ministère des protections sociales.

Après la formation du personnel technique et l'organisation de l'assistance au sein de l'Etat, le troisième objectif, annoncé dès le premier numéro de la revue de l'ESAS en 1929, est explicitement l'adoption d'une posture de récepteur: «Faire des recherches scientifiques dans le domaine des problèmes sociaux du pays en essayant d'observer, analyser et interpréter les différents phénomènes sociaux, les problèmes généraux et spéciaux de désorganisation sociale de chez nous, en essayant d'adapter à nos conditions sociales, les méthodes techniques standardisées ailleurs.»³³

Il s'agit, à travers ces méthodes, de mettre en œuvre le modèle nord-américain d'assistance sociale, familial, tout comme les Etats-Unis, à sa directrice et initiatrice, Veturia Manuila. En effet, alors qu'elle accompagne son époux durant son stage de *fellow* aux Etats-Unis, entre 1924–1926, Veturia Manuila (1896–1987) bénéficiaire d'une maîtrise en sciences de l'Université de Budapest, poursuit elle-même une formation en *social work* à l'Université John Hopkins de Baltimore. Par ailleurs, ayant un frère médecin réputé, installé aux Etats-Unis dès avant 1920, Veturia Manuila y a déjà vécu avec son mari et a projeté de s'y installer. Mais les deux époux, intellectuels politisés et proches du Parti national de Transylvanie, ont peu d'espoir d'y satisfaire leurs aspirations professionnelles, tandis que l'organisation de la santé publique leur apparaît comme un terrain vierge à investir en Roumanie, pour autant que la situation politique tourne en faveur de leur parti.³⁴ Leur attente est récompensée après 1928: l'arrivée au pouvoir du Parti paysan les propulse en effet au centre de la réorganisation de l'Etat.

L'orientation américaine de l'ESAS est favorisée aussi bien par la trajectoire personnelle de Veturia Manuila que par la présence de la FR en Roumanie dont l'interlocuteur privilégié est son époux. Le modèle américain se retrouve effectivement à la base de l'organisation des cours à travers la thématique et la bibliographie, dans l'installation d'un «centre de démonstration pour l'assistance de la famille»³⁵ destiné à la formation sur le terrain et la construction d'un profil professionnel de l'assistante sociale. C'est notamment dans le *Bulletin de l'Ecole supérieure d'Assistance sociale*, paru entre 1929–1944, que l'on peut observer la construction de ce modèle, à travers les articles et études, les programmes

d'enseignement qui y sont reproduits, les comptes-rendus de la littérature américaine, les informations concernant l'organisation de l'assistance sociale aux Etats-Unis. Les plus évocateurs sont en ce sens les exemples méthodologiques de traitement de «cas» problématiques dans les villes américaines qui s'étendent à longueur de pages sous forme de récits ou scénarios dramatiques. Qui plus est, un vocabulaire spécifique est en train de se construire, et traduit dans des termes que l'on retrouve dans les documents de la FR, une démarche de «développement constructif». Avec l'ESAS, un déplacement de contexte est opéré de la logique philanthropique pratiquée au sein de la FR à l'adresse des réformateurs sociaux vers une logique de distribution de l'assistance à l'adresse d'une population construite comme catégorie «dépendante»: l'assistance sociale est constructive dans la mesure où elle s'engage auprès d'individus susceptibles de retrouver la capacité de s'aider eux-mêmes. C'est sur cet aspect rationnel et sélectif que porte l'assistance qui se veut «moderne» dans son effort à se distinguer de la bienfaisance «traditionnelle» et, par cela, d'une distribution de l'aide jugée inefficace.

Faisant de la comparaison sa première règle de méthode, l'ESAS met en scène constamment l'écart qui sépare l'organisation de la société roumaine de celle des sociétés occidentales et, en fin de compte, met en lumière le caractère éminent d'une cause sur un terrain où elle fait concurrence aux sociétés de bienfaisance, aux associations féministes et à l'ordre des médecins.

La politique de la comparaison: emprise et déprise de l'internationalisme (1939–1947)

Volet central dans le projet d'intervention de la FR en Europe, la mise en circulation de personnes et la dynamique des transferts qui l'accompagne contribuent à véhiculer une représentation internationaliste de la réforme sociale. Les modes d'adhésion à cette représentation chez les acteurs engagés dans ce projet sur le plan local méritent l'attention. Il s'agit de l'aborder ici, à partir de l'expérience des Roumains du réseau Rockefeller, à travers la logique de la comparaison, dont on observe qu'elle oriente actes et discours et qu'elle permet de régler la tension entre les valeurs universalisantes de la réforme sociale et les résistances du terrain.

Lorsqu'elles constituent l'instrument du chercheur, les méthodes de la comparaison et du transfert n'ont pas la même valeur heuristique.³⁶ Cette distinction a la vertu de résumer le statut donné à ces notions dans cet article, où l'instrument heuristique est le transfert, alors que la comparaison participe de l'objet de recherche. La comparaison renvoie bien ici à l'opération que font les acteurs

lorsqu'ils mettent ensemble différents contextes nationaux, les hiérarchisent et proposent un modèle et un récepteur. Le récepteur est toujours le contexte roumain, pour qui le modèle se présente comme un lieu vide occupé alternativement, voire souvent simultanément, par des contextes réformateurs valorisés et valorisants – allemand, français, belge, britannique, américain, et cetera. Si cette posture de récepteur constitue l'une des figures du réformateur social roumain, la pratique de la comparaison est aussi une politique car elle nourrit et oriente une démarche de groupe – institutionnelle, professionnelle et disciplinaire. Or, ce que l'on observe en étudiant l'intervention de la FR en Roumanie, c'est que, dans cette démarche, la FR devient elle-même modèle, voire le paradigme du modèle occidental. La pertinence de cet aspect se révèle particulièrement dans l'appropriation, moins directe et plus discrète, de ce modèle identifié comme tel par les promoteurs de l'assistance sociale.

Pour les réformateurs roumains dont l'autonomie envers le monde politique n'est jamais acquise, l'enjeu transnational consiste, à travers leur ancrage sur la FR, à consolider temporairement leur position en tant que réorganiseurs de l'Etat. Tout en assumant une posture apolitique par le déni officiel de l'engagement dans un parti, leurs actes indiquent néanmoins une adhésion officieuse au Parti paysan. Mais leur politique passe par le savoir, qui, une fois institutionnalisé, professionnalisé et disciplinarisé, se nationalise et, qui plus est, ne peut empêcher des détournements et des instrumentalisation idéologiques durant les régimes autoritaires de Carol II et du général Ion Antonescu entre 1938 et 1944. La fin des trois trajectoires professionnelles étayées ici laisse voir cette emprise du nationalisme sur le collectif réformateur roumain après 1938. J'appelle *nationalisme scientifique* cette solidification des théories, méthodes et objets construits avec l'objectif initial de servir la réforme sociale, mais qui finissent par servir le nationalisme de l'Etat autoritaire.

Dans le cas de Dimitrie Gusti, cette nationalisation des objets du savoir se traduit théoriquement dans la formulation d'une «science de la nation» et politiquement à travers le rôle assumé de conseiller du prince, ici de Carol II.³⁷ Sur son conseil, on assiste, entre 1936 et 1940, à un encadrement quasi militaire de la jeunesse et des intellectuels dans un projet de travail social obligatoire au sein de structures appelées «équipes royales», sur le modèle des équipes d'enquêteurs monographistes de l'ISR. En 1938, ce projet est encadré par une loi, dont Dimitrie Gusti est lui-même l'auteur, qui prévoit en outre la transformation de l'ISR, lequel perd son autonomie, en élément centralisateur des institutions réformatrices du pays au sein d'un Institut de Recherches Sociales.³⁸ L'arrivée au pouvoir du général Antonescu marque le début de la fin de sa carrière. Après la guerre, malgré un retour éphémère à la place centrale qu'il avait occupée auparavant, il sera président de l'Académie Roumaine, mais il n'aura plus ni la reconnaissance du régime

communiste qui s'installe, ni celle des milieux scientifiques internationaux. L'intervalle de 1944 à 1947 est dominé, pour Gusti, par une tentative de recadrage de sa perspective théorique selon une orientation internationaliste et «démocratique», qui se reflète dans le projet d'un «Institut social des nations» présenté devant le public universitaire américain à l'occasion de sa visite de 1946–1947.³⁹ Mais ce projet constitue en même temps une stratégie pour sauver sa carrière et, en fin de compte, sa vie, en essayant de s'insérer à la New School for Social Research de New York, dont il avait décliné une offre de poste en 1941. L'échec de cette stratégie peut s'expliquer aussi par le fait que les Etats-Unis pratiquent déjà une politique de restriction de l'immigration surtout lorsqu'il s'agit des ressortissants de pays de l'Est. A son retour en Roumanie, Dimitrie Gusti sera assigné à domicile jusqu'à sa mort en 1955.⁴⁰

A la différence de la trajectoire professionnelle de Dimitrie Gusti, celle de Sabin Manuila n'est pas interrompue par la guerre, sa compétence de démographe et statisticien étant indispensable au régime Antonescu, de même qu'au régime communiste qui lui succède. D'une part, Sabin Manuila est chargé par le général Antonescu de diriger le recensement de la population de 1941, orienté par une politique antisémite.⁴¹ D'autre part, dans le cadre de la reprise du pouvoir par un gouvernement communiste, Sabin Manuila est temporairement nommé, en 1945, sous-secrétaire d'Etat à la présidence du Conseil des ministres. C'est également le cas de Veturia Manuila, proche collaboratrice, durant la guerre, de Maria Antonescu, qui préside en tant qu'épouse du chef de l'Etat le Conseil patronal des œuvres sociales, érigé en fédération de contrôle de toutes les sociétés de bienfaisance et institutions d'assistance sociale du pays.⁴² Mis en cause par le régime communiste après les élections de 1947, pour leur collaboration avec le régime Antonescu et leur orientation américaine, Sabin et Veturia Manuila fuient le pays pour s'installer aux Etats-Unis, où ils renouent progressivement avec leur profession et poursuivent leur carrière au-delà des années 1960: Sabin Manuila travaillera au *Census Bureau* à Washington en tant qu'expert sur les questions balkaniques, tandis que son épouse sera assistante sociale pour les réfugiés de l'Europe de l'Est.⁴³ C'est au sein du Comité National Roumain, organisme de direction de la communauté roumaine des Etats-Unis, que le couple Manuila participe, dans les années 1950 et 1960, à la construction de ce que l'on pourrait appeler un *nationalisme d'exil* centré sur la contestation du gouvernement communiste en Roumanie.

A la veille de son départ de Roumanie, dans une lettre adressée au premier ministre Petru Groza, Sabin Manuila rejette l'accusation de tout biais politique qui aurait pu entacher son travail en tant que serviteur de l'Etat, en faisant appel à l'argument internationaliste sans oublier de faire référence à la FR: «Je refuse de croire qu'aimer l'Amérique signifie haïr les soviets. Croyez-vous

que c'est une erreur de désirer la collaboration internationale? De vouloir des liens avec toutes les Nations Unies? De vouloir bénéficier de leur aide morale et matérielle? De leurs ressources? De leur savoir? J'ai été boursier de la Fondation Rockefeller. Vous avez dans votre parti de nombreux Rockefelleristes. Convoquez-les et demandez-leur si cela est mal pour le pays, pour la science et pour l'humanité. Si on leur a demandé au moins de la sympathie envers les Etats-Unis à leur retour d'Amérique, où ils ont dépensé de larges sommes d'argent de la Fondation Rockefeller.»⁴⁴

Conclusion

Cet article pose le problème de la façon dont la dimension transnationale articule le discours théorique et l'action de constitution du collectif de réformateurs sociaux en Roumanie. Une première interrogation porte sur ce qui se joue à travers la référence au contexte transnational et, plus spécifiquement, à travers la coopération avec la Fondation Rockefeller. L'enjeu méthodologique consiste à déconstruire, sinon à dénaturer les notions de national et transnational à partir de l'observation des contextes et des interactions qui les véhiculent. La dimension transnationale apparaît comme un élément-clé dans la configuration et la consolidation de l'espace réformateur roumain, le réseau local des acteurs s'appuyant constamment sur le réseau international afin d'acquérir une légitimité face au monde politique avec lequel il est amené à collaborer afin de réaliser ses projets et de préserver ses positions. En deuxième instance, l'interrogation porte sur les temporalités qui laissent voir une discontinuité dans ce processus qui embrasse la période 1918–1947. Trois temporalités politiques ont pu être dégagées qui permettent de saisir les régimes d'action dans lesquels s'inscrit la réforme sociale en Roumanie: l'attente (1918–1930), caractérisée par un usage stratégique de la référence internationale et la recherche des liens transnationaux; la consolidation (1930–1940), favorisée par la collaboration avec la Fondation Rockefeller et l'accélération du processus de professionnalisation et d'institutionnalisation des savoirs et des pratiques réformatrices; et enfin la solidification des objets et des pratiques doublée d'un blocage institutionnel (1940–1947) sous l'emprise du nationalisme. Horizon d'attentes amplifiant le désir de civilisation et instrument de légitimation locale, la dimension transnationale se présente comme un enjeu central dans la configuration et la consolidation de l'espace réformateur roumain, de même que dans la carrière de ses principaux organisateurs.

Notes

- 1 Cet article s'inscrit dans un projet de recherche à l'EHESS de Paris conduit sous la direction de Rose-Marie Lagrave, qui aspire à contribuer à la connaissance de l'espace réformateur en Roumanie, par une démarche sociologique qui rejoint la direction ouverte par Christian Topalov, *Laboratoires du nouveau siècle. La nébuleuse réformatrice et ses réseaux en France (1880–1914)*, Paris 1999.
- 2 Cf.: Viktor Karady, *Relations inter-universitaires et rapports culturels en Europe (1871–1945)*, Paris 1992; Anne Rasmussen, *L'Internationale scientifique (1890–1914)*, thèse, EHESS, Paris 1995.
- 3 La découverte des archives de la Fondation Rockefeller m'a permis de reformuler significativement la problématique initiale de mon projet de recherche en intégrant la dimension transnationale au-delà de la simple rhétorique de la comparaison. Ce corpus, qui se trouve au Rockefeller Archive Center à New York, est composé de 126 cartons et concerne la période de référence 1917–1956. La recherche que j'ai effectuée en juillet–août 2006 a bénéficié de l'aide financière du Rockefeller Archive Center et du soutien du personnel et de ses responsables, notamment Charlotte L. Sturm et Roy MacLeod.
- 4 Cf. Luc Boltanski, Laurent Thévenot, *De la justification. Les économies de la grandeur*, Paris 1991.
- 5 Selon le premier recensement sur le territoire élargi, la population passe de 8'786'522 à 18'052'896 habitants, dont 80% habitants ruraux. Cf. Mitu Georgescu, Sabin Manuila, «La population de la Roumanie», *Encyclopédie de la Roumanie* [Enciclopedia Romaniei], t. 1: *L'Etat* [Statul], Bucarest 1938, 133–170. Les réformes politiques (droit de suffrage et droit de propriété) sont réglementées à travers une série de lois votées entre 1917–1926. Les premières élections au vote universel masculin ont lieu en mars 1919. Cf. Ion Mamina, *La monarchie constitutionnelle en Roumanie. Encyclopédie politique: 1866–1938* [Monarhia constitutională în România. Enciclopedia politică: 1866–1938], Bucarest 2000.
- 6 Après un doctorat de philosophie sous la direction de Wilhelm Wundt à l'Université de Leipzig (1904) et une spécialisation en droit auprès de Karl Bücher à l'Université de Berlin (1908), Dimitrie Gusti prend en charge, à partir de 1910, la chaire d'«histoire de la philosophie ancienne, éthique et sociologie» à l'Université de Iasi, avant d'être transféré à Bucarest en 1919. Cf. Dimitrie Gusti, *Œuvres* [Opere], t. 1, Bucarest 1968.
- 7 Cf. *Archives pour la Science et la Réforme sociale* [ASRS] VIII/4 (1929), 345–349; ASRS III/1 (1921), 148 sq. – Il s'agit de l'organe publicitaire de l'Institut Social Roumain paru entre 1919 et 1937, et exceptionnellement en 1943.
- 8 En 1929, le nombre des sections s'élève à douze: agraire, économique, juridique et administrative, politique sociale, sociologique, politique extérieure, féminine, bibliographique, statistique, coopérative, culturelle, urbanistique. Cf. «Statuts de l'Institut Social Roumain» [Statutele Institutului Social Roman], ASRS VIII/4 (1929), 727–733, article 3.
- 9 Il s'agit de douze cycles de conférences organisés entre 1921 et 1935.
- 10 Cf. «Bulletin de l'Association pour l'étude et la réforme sociale. 2. L'Institut social roumain» [Buletinul Asociației pentru studiul și reforma socială. 2. Institutul social românesc], ASRS I/4 (1920), 864–867.
- 11 Les collaborateurs étrangers représentent 10% du collectif actif de l'ISR, correspondant à 47 individus sur un total de 522 identifiés entre 1921–1938. L'ISR compte en outre 30 membres d'honneurs étrangers, dont 17 interviennent au moins une fois dans ses activités. Les Etats-Unis sont les plus représentés parmi les membres d'honneurs (13), dont trois sont directeurs de division de la FR.
- 12 Attribuée depuis un siècle aux provinces danubiennes par la médecine militaire de l'Empire des Habsbourg et réactivée durant la Première Guerre, cette métaphore acquiert aussi une connotation politique et renvoie à la défense de l'Europe contre le bolchévisme et l'impérialisme allemand par des points de contrôle dans les zones frontalières (en

- Tchécoslovaquie, Pologne, Roumanie). Pour une interprétation de la présence de la FR en Europe de l'Est sous cette deuxième acception du terme, cf. Paul Weindling, «Public Health and Political Stabilization. The Rockefeller Foundation in Central and Eastern Europe between the Two World Wars», *Minerva* XXX/3 (1993), 254–267.
- 13 Voir notamment l'engagement de l'épidémiologiste Victor Babes, «Considérations sur la direction et l'organisation de notre combat sanitaire» [Consideratii asupra directiei si organizatiei luptei noastre sanitare], *ASRS* III/2–3 (1921), 210–222; cf. également: Ministère de la Santé Publique, du Travail et de l'Assistance Sociale, *Exposé général de l'état sanitaire de la Roumanie*, Bucarest 1923.
 - 14 «Décret-loi pour l'organisation du Ministère du travail et des protections sociales du 29 mars 1920» [Dectret-lege privitor la infiintarea Ministerului muncii si al ocrotirilor sociale], *Bulletin du Travail et des Protections sociales [BTSP]* I/1–4 (avril–juillet 1920), 49–61.
 - 15 «Procès-verbal de la réunion de constitution du Comité central de l'assistance sociale, 15 juillet 1920» [Proces-verbal al reuniunii de constituire a Comitetului central al asistentei sociale], *BTSP* I/1–4 (avril–juillet 1920), 34–41. Les plus importantes sociétés de bienfaisance et institutions de professionnalisation de l'assistance sociale fondées après la guerre sont placées sous le haut patronage des femmes de la famille royale. La reine Marie patronne la Société pour la protection de la mère et de l'enfant «Principele Mircea», le Cercle des ménagères, ainsi que l'Ecole d'infirmières de Bucarest. Sa fille, la princesse Ileana, prête son image de protectrice à l'Association chrétienne des femmes roumaines et à l'Ecole supérieure d'assistance sociale.
 - 16 Rockefeller Archive Center (RAC), Rockefeller Foundation (RF), Record Group (RG) 1.1 Projects, Series 783.C Romania, box 3, folder 2, Elisabeth F. Crowell, «Memorandum Re Study of Sick Nursing and Health Visiting in Romania», 1923.
 - 17 Cf.: John Farley, *To Cast out Disease. A History of the International Division of the Rockefeller Foundation (1913–1951)*, Oxford 2004; Giuliana Gemelli, Roy McLeod (éd.), *American Foundations in Europe. Grant-Giving Policies, Cultural Diplomacy and Trans-Atlantic Relations, 1920–1980*, Bruxelles 2003; Pierre-Yves Saunier, «Administrer le monde? Les fondations philanthropiques et la Public Administration aux Etats-Unis (1930–1960)», *Revue française de science politique* 53/2 (2003), 237–255.
 - 18 Cf. Lion Murard, Patrick Zylberman, «La Mission Rockefeller en France et la création du Comité National de Défense contre la Tuberculose (1917–1932)», *Revue d'histoire moderne et contemporaine* XXIV (avril–juin 1987), 257–281; «Seeds for French Care. Did the Rockefeller Foundation plant the Seeds between the Two World Wars?», *Studies in History and Philosophy of Biological and Biomedical Sciences* 31/3 (2000), 463–475.
 - 19 RAC, RF, RG 1.1 Projects, Series 100. International, Subseries N. War Relief, box 74, folder 710. Romania, 1916–1918. Dans le cadre de cette opération, la Roumanie reçoit une aide de 30'000 roubles, transitant par la Pologne, qui reçoit 20'000 roubles.
 - 20 Cf.: Benjamin Page, «The Rockefeller Foundation and Central Europe. A Reconsideration», *Minerva* 40 (2002), 265–287; Marta Aleksandra Balinska, «The Rockefeller Foundation and the National Institute of Hygiene in Poland, 1928–1945», *Studies in History and Philosophy of Biological and Biomedical Sciences* 31/3 (2000), 419–432; Gabor Pallo, «Rescue and Cordon Sanitaire. The Rockefeller Foundation in Hungarian Public Health», *Studies in History and Philosophy of Biological and Biomedical Sciences* 31/3 (2000), 433–445.
 - 21 Crowell (voir note 16).
 - 22 RAC, RF, RG 1.1 Projects, Series 783.A Romania, Medical Sciences, box 3, folder 16, Henry O. Eversole, «Medical Education in Romania. Emergency Aid Program. Report», 1923; RF, RG 1.1 Projects, Series 783.C Romania, box 1, folder 4, W. L. Mitchell, M. S. Gunn, «Public Health in Romania», 1925; RF, RG 1.1 Projects, 783.C Romania, box 3, folder 18, Elisabeth F. Crowell, «Report on the Conditions of Nursing Situation in Romania», 1927.
 - 23 RAC, RF, RG 1.1 Projects, Series 783. Romania, box 2, folder 15, Emergency Aid, 1920–1927.

- 24 RAC, RF, RG 1.1 Projects, Series 783.K Health Services, box 4, folder 31, Bureau of Vital Statistics, Romania, 1928–1937.
- 25 RAC, RF, RG 1.1 Projects, Series 783.S Social Sciences, box 4, folder 35–36, Romanian Social Institute, 1936–1937, 1938–1941.
- 26 RAC, RF, RG 1.1 Projects, Series 783. Romania, box 1, folder 1, Cluj Institute of Hygiene, 1931–1933; RF, RG 1.1 Projects, Series 783.C Romania Nursing, box 3, folder 21, Cluj School of Nursing (Public Health Nursing), 1926–1936, 1940; RF, RG 1.1 Projects, Series 783.J Public Health Demonstrations, box 3, folder 29, Gilau Local Health Department, 1928–1929; folder 30, Gilau Local Health Department, 1930–1938, 1940.
- 27 RAC, RF, RG 6.1 Field Offices, Paris, Series 1. Prewar Correspondence, box 6, folder 73. MS Romania, 1923–1937; RF, RG 1.1 Projects, Series 783. Romania, box 1, folder 5, Institute of Hygiene, Bucharest, 1926–1929, 1932–1933; RF, RG 6.1 Field Offices, Paris, Series 1.1 Prewar Correspondence, box 33, folder 404, Bucharest Health Center, 1939; RF, RG 1.1 Projects, Series 783.C Romania Nursing, box 3, folder 19, Bucharest School of Nursing, 1926–1927, 1929, 1933, 1935–1941; RF, RG 6.1 Field Offices, Paris, Series 1.1 Prewar Correspondence, box 33, folders 406–407.
- 28 RAC, RF, RG 1.1 Projects, Series 783.I Malaria, box 3, folder 26, Nervous and Mental Diseases Hospital, Socola, Jassy, Malaria Station, 1931–1933, 1936.
- 29 ASRS X/1–4 (1932).
- 30 RAC, RF, RG 1.1 Projects, Series 783.S Social Sciences, box 4, folders 33–36, Romanian Institute of Social Sciences, Bucharest, 1929–1931, 1932–1935, 1936–1937, 1938–1941.
- 31 RAC, RF, RG 1.1 Projects, Series 783.S Social Sciences, box 4, folder 32, D. Gusti (Visit, Social Sciences), 1946–1947.
- 32 La loi sanitaire de 1930, *Bulletin de l'Ecole supérieure d'Assistance sociale* II (1930), 92–94.
- 33 «Sa faca cercetari stiintifice in domeniul problemelor sociale din tara cautand sa observe, sa analizeze si sa interpreteze diferitele fenomene sociale, problemele generale si speciale de dezorganizare sociala dela noi si de aiurea.» Cf. *Bulletin de l'Ecole supérieure d'assistance sociale* I (1929), 11.
- 34 Archives Nationales de Roumanie, Collection Sabin Manuila/ 614, doss. I, correspondance personnelle.
- 35 Veturia Manuila, «L'organisation du centre de démonstration pour l'assistance de la famille», *Bulletin de l'Ecole supérieure d'assistance sociale* II (1930), 53–62.
- 36 Sur le saut épistémologique de la comparaison au transfert, voir Michaël Werner, Bénédicte Zimmermann (dir.), *De la comparaison à l'histoire croisée*, Paris 2004.
- 37 Dimitrie Gusti, «La science de la Nation» [Știința națiunii], *Sociologie roumaine* II/2–3 (1937), 49–59.
- 38 Dimitrie Gusti, «Loi pour l'organisation du service social» [Lege pentru înființarea serviciului social], *Le service social* [Serviciul social], Bucarest 1939.
- 39 Dimitrie Gusti, «Une année à l'étranger. La création de l'Institut social des nations» [Un an în afara din țară. Crearea Institutului social al națiunilor], *Annales de l'Académie Roumaine. Mémoires de la section historique* III/XXIX (1947), mémoire 18.
- 40 Bibliothèque de l'Académie Roumaine, archives Dimitrie Gusti, Notes personnelles, 1949–1955.
- 41 Cf. Viorel Achim, *Les Juifs dans le cadre du recensement général de la Roumanie du 6 avril 1941* [Evreii în cadrul recensământului general al României din 6 aprilie 1941], Bucarest 2008.
- 42 Entre 1940–1944, le Conseil patronal des œuvres sociales diffuse une idéologie nataliste, raciste et antisémite tout en servant de vitrine au régime. Cf. *Bulletin du Conseil patronal des Œuvres sociales* [Buletinul Consiliului patronal al Operelor sociale], I/1–11 (septembre 1943–juillet 1944).
- 43 Hoover Institution Archives, Sabin Manuila Papers.
- 44 «Refuz sa cred ca a iubi America inseamna a uri sovietele. Credeti ca este o greseala

sa doresti colaborarea internationala? Sa vrei legaturi cu toate Natiunile Unite? Sa vrei sa beneficiezi de ajutorul lor moral si material? De resursele lor? De stiinta lor? Eu am fost bursier al Fundatiei Rockefeller. Aveti in partid multi Rockefelleristi. Convocati-i si intrebatii-daca asta inseamna rau pentru tara, pentru stiinta si pentru omenire. Daca li s-a cerut macar simpatie pentru Statele Unite, dupa ce s-au intors din America, unde au cheltuit sume mari din banii Fundatiei Rockefeller.» Cf. Archives Nationales de Roumanie, Collection Sabin Manuila/ 614, doss. I-899, Sabin Manuila à Petru Groza, 1. 11. 1945.

Zusammenfassung

Transnationale Herausforderungen beim Aufbau einer sozialen Reformpolitik vor Ort. Das Beispiel der Rockefeller-Stiftung in Rumänien (1920–1940)

Der Raum für Sozialreformen, der nach dem Ende des Ersten Weltkriegs in Rumänien entsteht, wird insbesondere auch durch transnationale Institutionen konturiert. Dabei nimmt die Rockefeller-Stiftung eine herausragende Stellung ein, was vor allem mit ihrer politischen Unabhängigkeit sowie mit ihrer Bereitschaft zu tun hat, vor Ort aktiv zu werden. Das lokale Akteursnetzwerk, das sich aus einem ursprünglich universitären Nukleus entwickelte, war beseelt von einem «Zivilisierungswillen» und machte seinen Einfluss nach und nach in der staatlichen Verwaltung, in Frauenvereinen und feministischen Organisationen sowie – allerdings nur vorübergehend – in der Politik geltend. Dank einer Reihe von günstigen internen und internationalen Konjunkturen gelang im Rahmen dieses Reformvorhabens zwar eine Veränderung der lokalen Sozialpolitik insbesondere durch die Institutionalisierung der Sozialbefragung als Instrument. Dieser relative sozialreformerische Erfolg wird allerdings am Vorabend des Zweiten Weltkriegs durch den Verlust der transnationalen Verbindungen kontrastiert. Diese Einbusse beschleunigte den Zerfall des Netzwerks, zunächst in der Form seiner stillschweigenden Zwangseingliederung in die «Sozialprogramme» der autoritären Regime, worauf die Phase des Misskredits und schliesslich jene der Auflösung folgten. Am Fallbeispiel von Rumänien befasst sich der Beitrag mit der Ausweitung der «Reformära» des späten 19. und frühen 20. Jahrhunderts in der europäischen Peripherie, indem er nach möglichen Kontinuitäten auf der Ebene von Akteuren und Praktiken aus einer Perspektive des Transfers und der Übersetzung von Reformwissen und reformerischer Programmatik fragt.

(Übersetzung: Gisela Hürlimann)